

15 décembre — Une tentative de prise de pouvoir contre-révolutionnaire vient d'être contrée en Pologne avec la proclamation de l'"état de guerre". Quelques heures seulement avant la proclamation de la loi martiale, la direction cléricale-nationaliste de Solidarnosc a annoncé qu'elle était en train d'organiser un référendum national pour former un gouvernement anticommuniste et rompre l'alliance militaire avec l'Union soviétique face à l'impérialisme. Le régime de Varsovie était prêt à relever le défi. Les mesures prises vont en fait beaucoup plus loin que ce qu'on entend habituellement par loi martiale, et il semble que des préparatifs considérables aient été faits pour ce coup de force. Et, alors que Reagan et Haig étaient occupés à courir après les feux follets de Kadhafi, le gouvernement polonais a saisi ce qui semblait être le dernier moment pour agir à partir d'une position de force pour réaliser ce qui est en fait un contre-coup d'Etat.

Les staliniens polonais ont réussi à réaliser un véritable coup d'Etat dans leur propre pays. A l'encontre de tous les instincts et appétits de la bureaucratie en place (toujours à la recherche d'arrangements avec l'impérialisme), ils ont été obligés de prendre des mesures pour défendre les acquis historiques du prolétariat. Car il faut bien reconnaître que Solidarnosc s'appêtait à renverser non seulement le régime stalinien corrompu et discrédité mais les acquis sociaux hérités de la Révolution bolchévique — essentiellement l'économie planifiée et collectivisée — qui avaient été étendus bureaucratiquement à la Pologne après que l'Armée rouge eut libéré le pays de l'occupation nazie. C'est bien pour cela que ce "syndicat libre" polonais est soutenu par les forces de la réaction impérialiste — de Wall Street au Marché commun en passant par le Vatican, et c'est aussi pour cela que Ronald Reagan a déclaré que la crise polonaise était "le commencement de la fin du communisme".

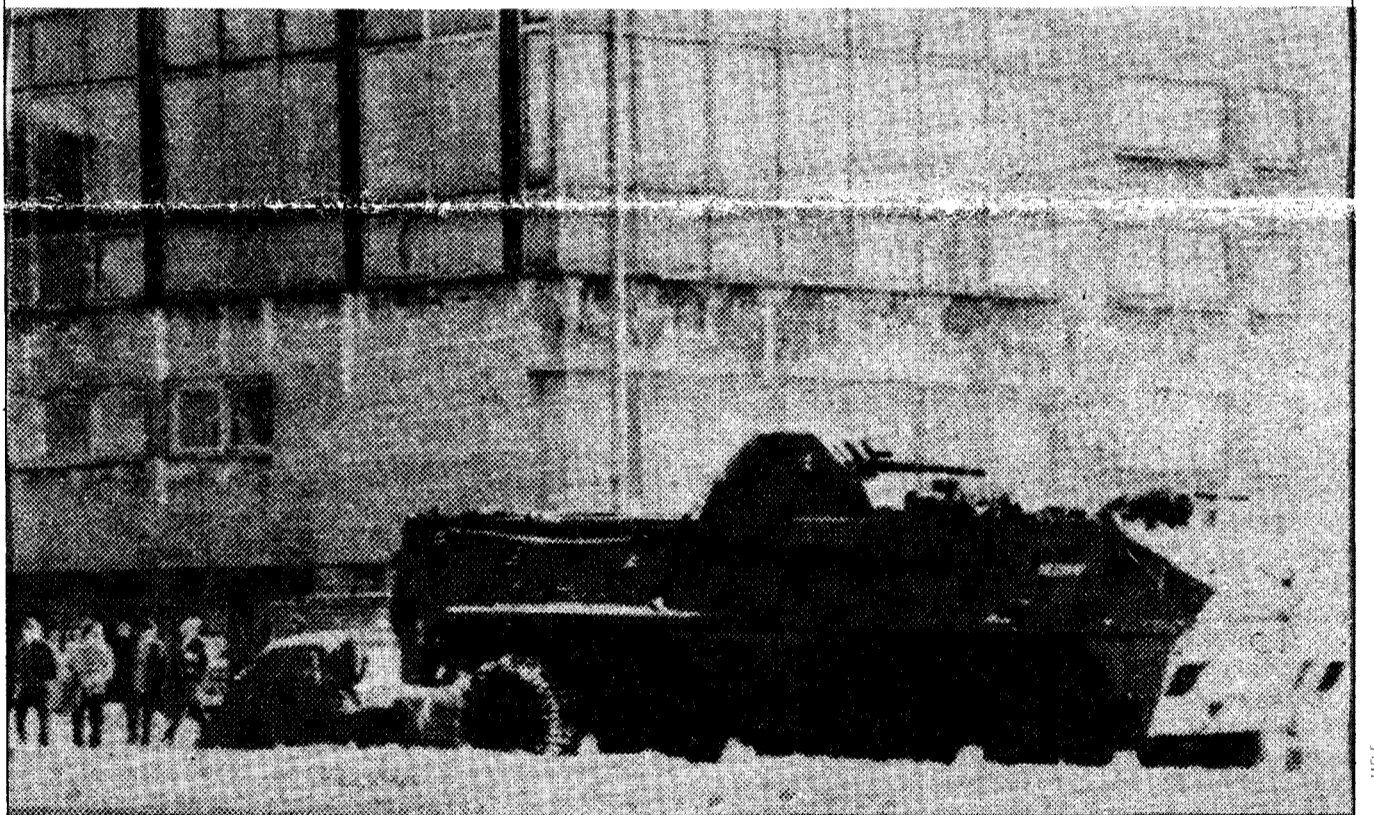
Avec de telles déclarations incendiaires, le chef de l'impérialisme US a cherché à provoquer un bain de sang en Pologne pour chauffer à blanc sa campagne belliciste antisoviétique. Il est dans l'intérêt de la classe ouvrière, en Pologne comme ailleurs, que la répression actuelle de la contre-révolution de Solidarnosc reste "à froid" — c'est-à-dire sans que le sang coule. Mais les ouvriers polonais doivent savoir que les grèves, manifestations et autres actes défiant la loi martiale ne feraient que servir les intérêts des aventuristes réactionnaires. La violence généralisée ne mènerait qu'à imposer de nouveau un Etat policier totalitaire stalinien qui écraserait le mouvement ouvrier pour de longues années, ou bien à la victoire de la contre-révolution capitaliste, ce qui serait une défaite historique mondiale pour la cause du socialisme. Les trotskystes cherchent avant tout à maintenir une situation relativement ouverte afin qu'un processus de cristallisation puisse à nouveau se produire pour forger une avant-garde prolétarienne et internationaliste.

Si l'épreuve de force actuelle remet en place un régime similaire à l'équilibre social ténu qui existait en Pologne avant les grèves de Gdansk en août dernier — c'est-à-dire un accord tacite que si la population laisse le gouvernement tranquille, le gouvernement en fera autant —, on aura une situation qui laissera à nouveau des ouvertures pour la cristallisation d'un parti léniniste-trotskyiste. Le prolétariat, surtout dans un pays aussi socialement évolué que la Pologne, est capable de reconnaître ses intérêts historiques s'il en a le temps et si la situation politique n'est pas complètement bouchée. Il doit y avoir des éléments, que ce soit dans Solidarnosc, en dehors ou dans le parti communiste, dont les impulsions authentiquement socialistes ont été étouffées par cette confrontation qui domine la Pologne depuis un an. Ils doivent être gagnés au programme de défense de l'Etat ouvrier contre le type de mobilisation cléricale-nationaliste qui a conduit la Pologne au bord de la contre-révolution, et se battre pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne.

Solidarnosc à l'assaut du pouvoir

Lors de son premier congrès national, à Gdansk en septembre, Solidarnosc s'est consolidé autour d'un programme ouvertement contre-révolutionnaire. Son appel à des "syndicats libres" dans le bloc soviétique, depuis longtemps le mot d'ordre central de l'anti-communisme de guerre froide, était une provocation délibérée à l'égard de Moscou. Derrière ses appels

Mise en échec des préparatifs de contre-révolution de Solidarnosc



à des "élections libres" à la diète, il y avait le programme de la "démocratie à l'occidentale", c'est-à-dire la restauration du capitalisme sous couvert de gouvernement parlementaire. Pour souligner ses liens avec l'Ouest, Solidarnosc a même réclamé que la Pologne rejoigne le cartel des banquiers mondiaux, le Fonds monétaire international (FMI), et a invité à son congrès Lane Kirkland, le faucon de guerre froide qui dirige l'AFL-CIO américain, et Irving Brown, l'agent notoire de la CIA, responsable des opérations européennes de l'AFL-CIO.

La masse des ouvriers de Solidarnosc, qui se sont laissés abuser, n'ont souhaité et ne souhaitent certainement pas le chômage chronique, la réduction des salaires et la détérioration des conditions de travail qu'apporterait le capitalisme. Si le FMI étrangle un jour l'économie polonaise, les travailleurs ne tarderont pas à regretter le "bon vieux temps" de Gomulka et de Gierek. Cela serait annonciateur d'une réunification de l'Allemagne sur une base capitaliste, et paverait le chemin d'une troisième guerre mondiale thermonucléaire, d'une manière ou d'une autre. Dans l'esprit catholique de Solidarnosc, on pourrait dire: "Pardonnez-leur mon Père, car ils ne savent pas ce qu'ils font."

Les staliniens reconnaissent à leur manière que Solidarnosc se dirigeait vers un affrontement final, mais cela ne les a pas empêchés de chercher à gagner du temps. Les négociations entre Jaruzelski et Walesa ont fini par achopper, principalement sur le fait que Solidarnosc exigeait des "élections libres"

au niveau régional. Dans la situation actuelle de la Pologne, cela aurait signifié mettre le pouvoir gouvernemental, à la base de la société, entre les mains de nationalistes anticommunistes comme les néo-pilsudskistes antisémites de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN).

La cause immédiate de l'épreuve de force a été la tentative de Solidarnosc d'organiser les élèves pompiers de Varsovie, dont le statut légal est (comme partout ailleurs en Europe) similaire à celui de la police. Ils en étaient à deux doigts d'organiser les forces armées et la milice. La nuit qui suivit la dispersion par la police des élèves qui occupaient l'école, la direction de Solidarnosc se réunissait à Radom en comité restreint, et établissait les plans pour une prise du pouvoir contre-révolutionnaire. Le dirigeant de la puissante région de Varsovie, Zbigniew Bujak, déclarait: "Il faut finalement renverser le gouvernement", et il proposait à cette fin l'organisation d'une milice de Solidarnosc. Quelqu'un fit parvenir un enregistrement de cette réunion au gouvernement qui le diffusa à plusieurs reprises à la radio d'Etat. Beaucoup de Polonais furent certainement choqués, surtout par la duplicité du "modéré" Walesa qui conseillait à ses collègues de continuer à dire: "Socialisme, nous t'aimons", tout en complotant au renversement du gouvernement.

Ses plans secrets ayant été dévoilés, la direction de Solidarnosc affirma ouvertement son intention de prendre le pouvoir, annonçant un référendum national pour établir un gouvernement provisoire et de s

Solidarnosc ...

"élections libres". Quelques heures plus tard, le régime contre-attaquait, proclamant l'"état de guerre" sous l'autorité d'un Conseil militaire de salut national. Un millier de dirigeants de Solidarnosc auraient été arrêtés, ainsi que, pour faire bonne mesure, cinq anciens dirigeants du parti communiste — l'ancien numéro un du parti, Edward Gierek, et ses proches collaborateurs. Même si le général Jaruzelski, premier ministre et secrétaire général du parti, insiste qu'il ne s'agit pas d'une prise du pouvoir par l'armée, il y a là un élément de bonapartisme militaire préoccupant. C'est peut-être une concession au nationalisme anticommuniste. Alors que le parti stalinien est complètement discrédité, l'armée conserve une certaine autorité parmi la population en tant qu'incarnation de l'Etat national, supposée être au-dessus des querelles politiques. Les staliniens ne font que d'hypocrites références aux formes socialistes, l'hommage du vice à la vertu, mais comparées à la force brutale, ces références ont leur importance.

L'impérialisme et le stalinisme "libéral"

Les "syndicats libres" et les "élections libres" pour la Pologne sont devenus des mots d'ordre clé de la deuxième guerre froide menée par Reagan, et la proclamation de la loi martiale va certainement être utilisée pour alimenter la campagne de guerre antisoviétique, en particulier en Europe de l'Ouest. Des manifestations de masse en faveur de Solidarnosc ont eu lieu, particulièrement en France où, dirigées par des notables du Parti socialiste, elles ont été l'occasion d'une "union sacrée" allant des fascistes, royalistes et gaullistes jusqu'aux sociaux-démocrates et aux pseudo-trotskyistes stalinophobes de l'OCI et de la LCR. Aux USA, le criminel de guerre impérialiste Henry Kissinger, directement responsable du meurtre de millions de Vietnamiens sans défense, condamnait la répression contre Solidarnosc comme un "crime très grave contre la liberté humaine". Quand Kissinger parle de "liberté", il veut dire la liberté d'exploiter les ouvriers et les paysans à travers le monde, une "liberté" maintenue par la terreur massive.

Pour s'opposer à l'"exportation de la révolution" au Salvador, le matériel de guerre et les bérets verts américains appuient une junte sanguinaire ; le régime raciste de l'apartheid en Afrique du Sud devient un élément central du "monde libre" quand il attaque l'Angola avec des armes fournies par Israël. En Afghanistan, la CIA arme les réactionnaires islamiques qui se battent le long de la frontière sud de l'URSS pour maintenir l'esclavage féodal et préféodal. La Chine, alliée de Washington, menace en permanence le Vietnam qui a héroïquement combattu la barbarie de l'impérialisme américain pendant plus de vingt-cinq ans, mais c'est en Pologne que Reagan voit les meilleures possibilités de réaliser ses projets contre-révolutionnaires contre l'URSS en "refoulant" les acquis sociaux et économiques de l'après-guerre en Europe de l'Est. La conquête du pouvoir par Solidarnosc signifierait une victoire pour Wall Street et le Pentagone, pour le Marché commun et le FMI, pour les dictateurs sanguinaires d'Amérique latine et les racistes d'Afrique du Sud. La création d'une Pologne "libre" à la frontière occidentale de l'URSS rapprocherait de beaucoup la terrifiante éventualité d'un holocauste nucléaire antisoviétique.

Si aujourd'hui une bonne partie de la classe ouvrière polonaise cherche son salut du côté de l'impérialisme occidental, ce n'est pas seulement en réaction à la terreur de la période Staline, qui se serait petit à petit transformée en abus et en incompétence

sous Gomulka puis Gierek. Un des crimes antérieurs du stalinisme a été de détruire les importantes traditions du communisme international en Pologne. Des milliers de militants communistes polonais, réfugiés en URSS pour fuir la dictature fascisante de Pilsudski, furent tués dans les purges de la fin des années 30. Le parti communiste polonais fut lui-même officiellement liquidé, et l'occupation nazie acheva de décapiter le prolétariat polonais, en particulier son importante composante juive. La bureaucratie au pouvoir après 1945 fut donc dans une large mesure constituée de carriéristes purs et simples auxquels manquait même la tradition communiste dégénérée des vieux staliniens.

La crise actuelle est au fond une réaction à la banqueroute du stalinisme "libéral". Quand en 1956 Wlasdislaw Gomulka arriva au pouvoir à la suite des émeutes de Poznan, il promit la démocratie ouvrière la plus grande. Il se retourna ensuite contre les conseils ouvriers et les intellectuels de gauche qui l'avaient soutenu contre les staliniens durs, tout en renforçant la position de l'Eglise catholique et de ses petits propriétaires paysans. Quand Gierek remplaça Gomulka après le soulèvement des travailleurs de la Baltique en 1970, il promit une prospérité sans précédent. Il hypothéqua ensuite de façon ruineuse les richesses de la Pologne auprès des banquiers occidentaux, tout en prodiguant des subventions ruineuses aux paysans propriétaires. Alors, quand les travailleurs polonais, après ces expériences répétées, se soulevèrent à nouveau durant l'été 1980, ils se tournèrent vers la puissante Eglise catholique et les dissidents nationalistes qui constituaient l'opposition et derrière lesquels se tenait l'impérialisme. Pendant un an la direction cléricale-réactionnaire de Solidarnosc regroupée autour de Lech Walesa n'est pas allée jusqu'à appeler au renversement du système "communiste" officiel (un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé) et à son remplacement par la "démocratie" (bourgeoise). Maintenant ils ont jeté le masque.

Et maintenant la Pologne ?

Apparemment, le coup d'Etat préventif du régime de Varsovie a réussi : les activistes de Solidarnosc qui restent en liberté appellent à une grève générale nationale alors que, selon les quelques rares informations qui parviennent de Pologne, les grèves sont apparemment limitées aux bastions de Solidarnosc, et il semble y avoir peu de résistance active sérieuse à la loi martiale. Il est encore possible, étant donné en particulier les conditions économiques désespérées, que des agitateurs anticommunistes à l'intérieur ou autour de Solidarnosc puissent provoquer des protestations de masse qui pourraient conduire à la violence et même à une guerre civile. Dans ces conditions, une intervention militaire soviétique pourrait bien être le seul moyen existant de réprimer la contre-révolution ; mais il est de loin préférable, dans l'intérêt de la classe ouvrière, que les tentatives contre-révolutionnaires de Solidarnosc pour prendre le pouvoir soient déjouées le plus paisiblement et le plus rapidement possible, sans effusion de sang.

Pour couper court à la tentative de prise du pouvoir par ceux qui veulent restaurer le capitalisme, un certain nombre de dirigeants de Solidarnosc ont été arrêtés. Le droit de grève et de manifestation a été suspendu, le couvre-feu proclamé, les frontières de la Pologne fermées, les communications téléphoniques et télégraphiques interrompues ou coupées. Le danger immédiat de contre-révolution passé, ces mesures prises dans le cadre de la loi martiale doivent être levées, et les dirigeants de Solidarnosc libérés. Une avant-garde trotskyste chercherait à les vaincre politiquement en mobilisant la classe ouvrière polonaise pour ses véritables intérêts.

Pour les trotskystes, la crise polonaise actuelle réaffirme avec force la nécessité d'une révolution politique prolétarienne contre les bureaucraties staliniennes, particulièrement fragiles en Europe de l'Est. Par son ampleur et sa forme, la mobilisation sociale autour de Solidarnosc démontre le pouvoir qu'a la classe ouvrière de prendre le contrôle de la société. Solidarnosc étant passé sous l'influence de l'Eglise catholique et la direction de nationalistes néo-pilsudskistes et de sociaux-démocrates pro-occidentaux, son contenu social est profondément anti-prolétarien. On ne peut reconstruire un mouvement ouvrier prolétarien-internationaliste en Pologne que sous la direction d'une avant-garde trotskyste ayant un programme d'unité révolutionnaire entre les travailleurs polonais et russes. Cette unité, nécessairement dirigée contre les bureaucraties staliniennes, est essentielle pour défendre les économies collectivisées et les acquis d'Octobre.

Rouen ...

soulignent le danger réel. "Les bourreaux d'Auschwitz ont commencé leur sinistre carrière par des petites actions d'intimidation, de terreur et d'appels à la haine raciale. "Allemagne, réveille-toi !" était la devise de Hitler — en 1926 — alors obscur agitateur financé par le grand capital dans une Allemagne en pleine crise économique ravagée par le chômage. "France, réveille-toi !" est le slogan du tract diffusé par les fascistes il y a deux semaines à Rouen. Il faut tout faire pour que ce mot d'ordre ne devienne pas l'étendard de tous les éléments désespérés lancés contre le mouvement ouvrier ainsi que démocratique."

Il fallut néanmoins combattre des arguments réformistes avancés dans le Comité de mobilisation contre les fascistes par le PSU comme quoi la LTF "fantasmait" sur les fascistes et qu'il ne fallait pas leur faire de la publicité. Argument qui fut repris plus tard par les "observateurs" de la LCR. Pourtant même des organisations et syndicalistes très éloignés du marxisme révolutionnaire rejetèrent ces arguments pour ce qu'ils étaient : une justification pour ne rien faire. Il suffit d'ouvrir les journaux pour constater la réalité des agissements fascistes.

Si la nécessité d'une mobilisation ouvrière pour arrêter les fascistes a eu un écho parmi les ouvriers (une pétition que la LTF faisait signer à Cléon et qui soulignait la nécessité d'une action de classe reçut près de 50 signatures), le PCF eurostalinien et la bureaucratie de la CGT ignorèrent cette proposition, empêchant ainsi une véritable mobilisation de masse, même si, à titre individuel, des militants de la CGT et du PCF soutinrent la manifestation. La ligne du PCF et de la CGT est toujours de faire confiance aux flics et à l'armée "démocratiques" pour réprimer les fascistes (la CGT a sa propre fédération de la police). Mais évidemment il n'a même pas été question de la moindre initiative sur la question des fascistes — solidarité avec le front populaire de Mitterrand oblige. Dans certains cas, des militants de la CGT allèrent jusqu'à exprimer ouvertement des sentiments racistes reprenant l'argument des fascistes comme quoi les immigrés sont responsables du chômage. Comme le faisait remarquer le tract de la LTF, le slogan "produisons français" du PCF et de la CGT et leur soutien à la provocation raciste de Vitry les empêchent de mobiliser la classe ouvrière contre les fascistes.

La question de mener à bien la mobilisation a été posée clairement par un incident à la Faculté des lettres le 9 décembre. Un militant de la LTF dut employer la force pour virer quelques membres d'Action française qui essayaient d'entrer dans la réunion appelée pour préparer la manifestation. La LCR argumenta alors, dans la bonne tradition réformiste, qu'il fallait laisser cette racaille donner ses "arguments". Mais une fois de plus le comité de coordination rejeta leur position et le service d'ordre resta dans l'esprit du mot d'ordre "Arrêtons les fascistes".

Mais l'intervention de la LTF ne se limita pas aux mots d'ordre de "pas de tribune pour les fascistes" et "autodéfense ouvrière pour écraser les fascistes". Le porte-parole de la LTF mit aussi en garde contre toute confiance dans le front populaire d'austérité et de guerre froide de Mitterrand. Il dénonça le rôle de briseur de grèves du gouvernement et expliqua aussi que la campagne anticommuniste des sociaux-démocrates gonflait les voiles des fascistes. Puis il appela à la défense des acquis d'Octobre contre la restauration capitaliste dans la tradition des marins de la Mer Noire en 1919 qui se solidarisèrent avec la Révolution russe contre leur "propre" bourgeoisie.

La LCR défend le droit d'expression pour les fascistes

Le Parti communiste international (PCI — bordiguiste) apporta une note d'humour tragi-comique involontaire avec son tract dirigé contre la LTF. D'après le PCI c'est une "grave erreur" de lutter pour une mobilisation ouvrière de masse pour écraser les fascistes ! En fait, moins on est mieux c'est. Cette prise de position pour des confrontations isolées, impuissantes et aventuristes est un appel au désastre ; si le PCI prenait sa position au sérieux ils seraient tous à l'hôpital après avoir donné l'occasion d'une victoire facile aux fascistes !

ABONNEZ-VOUS!

au journal de la Ligue trotskyste de France!

LE BOLCHEVIK: BP 135-10 75463 Paris cedex 10

NOM: _____

ADRESSE: _____

1 an (9 numéros): 30 F (France)
Hors Europe 40 F (avion: 60 F)

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbault (responsable de la rédaction), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.

REALISATION: Blandine Hauser

DIFFUSION: Judith Mauger.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Publication mensuelle - 9 numéros par an (dont un numéro pour juin/juillet/août et un numéro pour novembre/décembre).

Pour toute correspondance:

- Paris: Le Bolchévique B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

(Téléphone: 208.01.49)

- Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cedex

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans les lettres ou notes signées ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.



Le Bolchévik

Cortège de la LTF à la manifestation

Fait peu surprenant : deux des principales organisations soi-disant trotskystes se firent remarquer par leur absence : l'OCI social-démocrate et anti-communiste acharnée et "les prêtres ouvriers" de la onzième heure de Lutte Ouvrière (dont l'un des dirigeants ne fit une incursion dans la manifestation que pour faire remarquer qu'il n'aimait pas les discours politiques). Quant à la LCR, elle ne fit aucune apparition aux deux premières réunions du Comité ! Lorsque l'action unitaire commençait à prendre forme, la LCR, qui vendait seulement de temps à autre sa presse à la gare, décida d'y organiser une vente sans aucune préparation sérieuse — ce qui est d'une légèreté qui invitait délibérément au désastre et qui avait pour seul but de tromper purement et simplement sa base et de miner la mobilisation unitaire.

Ce n'est que lorsque l'initiative de la LTF commença à recevoir un soutien substantiel, en particulier parmi les sociaux-démocrates de la CFDT que la LCR courtisa avec tant d'assiduité (beaucoup sont d'ailleurs ex-membres de la LCR), que celle-ci décida de soutenir sur le papier la manifestation, sans faire jamais partie du Comité. Poussé à bout par les questions de nos camarades qui voulaient savoir pourquoi la LCR avait à l'origine boycotté le Comité et qu'elle voulait soudainement le soutenir, un dirigeant de la LCR s'exclama : "Que voulez-vous que je vous dise : que la LTF a construit une mobilisation de masse et que la LCR est obligée de prendre le train en marche ?" Jusqu'à la dernière minute elle fit maladroitement de son mieux pour essayer de casser l'enthousiasme de la campagne. Elle commença par minimiser l'importance des fascistes, invoqua la liberté d'expression pour ces terroristes réactionnaires, et bien qu'elle ait réussi à rassembler tous ses militants pour la manifestation, elle ne prit pas part au service d'ordre commun et refusa même de prendre la parole au rassemblement.

Le rôle méprisable de la LCR est le résultat inévitable de son soutien au front populaire anti-ouvrier de Mitterrand. Dans leur optique de crétins parlementaires les fascistes ne sont pas un danger mortel pour la classe ouvrière mais des auxiliaires négligeables de l'opposition bourgeoise à Mitterrand. Ils déclament que les fascistes préparent un coup d'Etat à la Pinochet. L'opposition bourgeoise à Mitterrand est tout à fait réelle et pourrait éventuellement prendre des formes extra-parlementaires, mais aujourd'hui cette analyse n'est qu'un appel bidon à la panique qui cache un soutien politique à la social-démocratie — et pour parer à un coup d'Etat, la LCR propose un gadget social-démocrate : "Six mois de service militaire".

En fait la LCR qui réclame régulièrement que l'Etat bourgeois interdise les fascistes ne fait que répéter le mot d'ordre des sociaux-démocrates qui s'opposent toujours avec acharnement à toute action ouvrière combative. Les arguments de la LCR sur l'importance des fascistes proviennent d'ailleurs tout droit du PS dont la réponse à des propositions d'action après la mise à sac de leur local dans le 15ème arrondissement de Paris fut qu'il ne fallait pas "amorcer le cycle de la violence" (*Rouge*, 27 novembre - 3 décembre).

La guerre froide de Mitterrand gonfle les voiles des fascistes

La récente vague d'attaques fascistes ne tient pas seulement aux espoirs qu'a cette racaille de profiter d'un chômage massif pour relancer leurs ratonnades contre les travailleurs immigrés. Ce qui est encore plus important c'est qu'ils collent à la campagne antisoviétique que mènent les sociaux-démocrates pour donner à leur anticommunisme fanatique un air de "respectabilité".

Ainsi le tract rouennais du Front national, qui réclame que l'impérialisme français intensifie ses pré-

paratifs militaires antisoviétiques ("la paix par la force" !), en brandissant la menace des chars soviétiques, aurait pu être publié dans *le Matin* "pro-socialiste" ou être tiré d'un discours de Cheysson!

Que la guerre froide de Mitterrand gonfle les voiles des fascistes, c'est on ne peut plus clair avec la Pologne. En Pologne, une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne ne peut pas aboutir sans écraser le danger contre-révolutionnaire posé par Solidarité. Dans cet affrontement les ouvriers polonais qui ont une conscience de classe (aujourd'hui une petite minorité dans le meilleur des cas), et que leur haine du stalinisme n'a pas aveuglé au point de suivre la bannière de la réaction clérical-pro-impérialiste, se rangeraient du côté de l'Armée soviétique si elle devait intervenir pour arrêter Solidarité.

Les fascistes et les royalistes n'ont pas perdu de temps pour profiter de l'épidémie de guerre froide qui déferle sur la France à la suite de l'épreuve de force avec Solidarité. Tandis que le PNF appelait à une marche devant l'ambassade de Pologne pour "exprimer la colère du peuple français", les royalistes proclamaient "nous sommes tous des Polonais". Ils ont certainement raison de se proclamer apparentés aux nationalistes antisémites et semi-fascistes du KPN qui jouent un rôle de premier plan dans Solidarité, comme ils le faisaient avec les réactionnaires féodaux en Afghanistan.

Les manifestations anticommunistes hystériques qui ont éclaté aux quatre coins de la France à la suite de l'épreuve de force avec Solidarité, principalement à l'instigation de la CFDT et de l'"extrême gauche", étaient l'expression d'une union sacrée qui va du RPR et de l'UDF... à la LCR et à l'OCI ! Ce n'est pas un hasard si au moins à Paris le groupe étudiant fasciste, l'UNI, était présent à la manifestation avec son propre cortège. Entre le "nous sommes tous des Polonais" de l'Action française et "Solidarité avec Solidarité", les différences qualitatives s'estompent derrière la bannière de la restauration capitaliste en Pologne. Les mêmes "anti-fascistes" — les bureaucrates de la CFDT et la LCR — qui défilaient à Rouen le 11 décembre étaient descendus le dimanche matin sur les marchés de Rouen pour organiser une manifestation de défense du "syndicat" contre-révolutionnaire Solidarité (y déployant, il faut bien le dire, bien plus d'énergie que pour construire la mobilisation anti-fasciste la semaine précédente).

L'opposition prolétarienne de la LTF au front populaire et sa défense déterminée de l'URSS contre la campagne de guerre froide de Mitterrand est inséparable de notre campagne pour une mobilisation ouvrière combative contre les fascistes. Notre succès dans la manifestation rouennaise, que nous avons initiée et aidé à organiser, est un exemple concret de la puissance potentielle du prolétariat qui avec une direction révolutionnaire peut balayer ce système capitaliste pourri qui nourrit la terreur fasciste. ■

Intervention de notre camarade au rassemblement

Je suis ouvrier à Cléon et aussi membre de la LTF. Avec mon organisation, je travaille depuis plusieurs semaines à mobiliser les ouvriers de Cléon. Nous sommes venus à 20 aujourd'hui. Parce que je crois que si les ouvriers de Cléon, de la chimie, les dockers du port se mobilisent, les nazillons n'auront qu'à se terrer dans leur trou comme des rats.

Parce que ce n'est pas sur ce gouvernement non plus qu'il faut compter pour s'en débarrasser. Au moment où les fascistes relient la tête dans le pays, il protège ces ennemis des ouvriers en disant qu'il ne faut pas leur donner de l'importance en luttant contre eux ! Arrêtons les fascistes !

Le chauvinisme et le racisme qui se développent dans le pays, encouragés par des gens qui se disent dirigeants ouvriers est un poison mortel pour nous. On essaie de nous faire croire que les ouvriers ont plus d'intérêts en commun avec leur bourgeoisie qu'avec leurs frères de classe des autres pays. C'est une façon qu'a trouvée la bourgeoisie pour nous diviser : désigner des boucs émissaires *parmi nous* pour tenter de nous faire oublier que c'est eux qui créent le chômage et la crise, les conditions de vie et de travail dégueulasses pour que leurs profits restent intéressants. Nous ne devons pas nous laisser empoisonner avec le racisme. "Même patron même combat", avons-nous scandé ensemble tout à l'heure!

Alors on va trouver dans la presse ouvrière qu'il faut "mobiliser les organisations démocratiques de policiers et de magistrats pour mettre un terme aux agissements des groupes fascistes". Autrement dit, ceux qui cassent nos grèves et ceux dont le boulot est d'appliquer la loi des patrons. Il faudrait compter sur eux pour défendre nos organisations et nos syndicats? Non! Aucune confiance dans l'Etat bourgeois pour écraser les fascistes!

D'autres militants vont vous dire qu'il faut laisser s'exprimer les fascistes parce que ce ne sont que des jeunes cons. L'autre jour à Cléon j'ai vu des graffitis qui disaient "France réveille-toi". Pas importants les fascistes? Demain, si on ne les arrête pas, on verra ces "jeunes cons", renforcés et plus nombreux attaquer nos piquets de grève avec des matraques ou pire. C'est maintenant qu'il faut les arrêter, avec la force du mouvement ouvrier organisé. Nous révolutionnaires disons: la liberté d'expression n'est pas la question! Les fascistes ne discutent pas, ils frappent! Autodéfense ouvrière pour écraser les fascistes dans l'oeuf!

Tout cela crée un climat qui pourrait laisser Mitterrand penser qu'il pourra nous utiliser comme chair à canon dans une nouvelle guerre. D'ailleurs vous entendrez même certains dire "6 mois d'armée bourgeoise comme promis". Nous, nous disons "pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise". La campagne de guerre et d'armement à laquelle ce gouvernement participe nous inquiète tous. C'est une campagne qui vise indiscutablement l'Union soviétique et les acquis ouvriers de la Révolution de 17 en un mot l'expropriation de la bourgeoisie. Nous devons continuer la tradition de la révolte de la Mer Noire en 1919 où les marins français se sont solidarisés avec la Révolution russe contre leur propre bourgeoisie. Aujourd'hui, il faut que les ouvriers russes renversent leur bureaucratie et reprennent le pouvoir politique qu'elle leur a volé. Mais ceux qui ne peuvent pas défendre ce qui est déjà acquis ne pourront jamais faire de nouvelles conquêtes. Nous trotskystes disons: défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique. Camarades, les ouvriers français ne doivent jamais s'aligner sur leur propre bourgeoisie surtout contre les conquêtes d'Octobre.

Les militants de la LTF ont distribué des dizaines de milliers de tracts pour faire sortir les ouvriers de l'usine ce soir et nous regrettons que certaines organisations ne l'aient pas ou peu fait. La puissance de la classe ouvrière, sociale, stratégique et historique c'est la base de notre programme. Indépendance de classe, pour un gouvernement ouvrier, c'est ça le trotskysme.

Le gouvernement de Mitterrand n'est pas le nôtre. Dès le début nous avons appelé à lutter avec des grèves contre ce front populaire de guerre froide et d'austérité. Nous avons toujours dit que les promesses de Mitterrand c'était l'austérité et l'antisoviétisme, et nous ne lui demanderons jamais de les tenir.

Rejoignez le combat de la LTF!



400 manifestants à Rouen :



Manifestation du 11 décembre à Rouen

Le Bolchévik

Action ouvrière pour arrêter les fascistes!

Rouen — On n'avait pas vu de manifestation combative aussi importante à Rouen depuis des années. Plus de 400 personnes sont venues le 11 décembre manifester contre une série de provocations fascistes. Ce fut une véritable manifestation ouvrière de front unique dans une agglomération qui est un des centres industriels et maritimes du pays (avec en particulier l'usine Renault-Cléon).

Avant le départ de la manifestation, le bruit se répandit que le café "Le Métropole", lieu de rencontre privilégié des fascistes avait été, pour la première fois de mémoire de militant, exceptionnellement fermé en prévision de la manifestation qui devait passer devant.

Sous les mots d'ordre : "Arrêtons les fascistes", "Travailleurs français, immigrés, même patron, même combat", "Action ouvrière pour arrêter les fascistes", la manifestation passa par le centre de la ville et se termina à la gare où se tint un court rassemblement. Là, prirent la parole certaines des organisations qui avaient soutenu la manifestation.

Cette manifestation, à l'initiative de la LTF, était appelée par trois organisations démocratiques, deux organisations de défense des immigrés, cinq organisations politiques ouvrières, et plusieurs sections syndicales (dont les unions syndicales de la CFDT-Santé, CFDT PTT, SGEN-CFDT) et de nombreux syndicalistes et militants de gauche, dont des militants du PCF, des enseignants et des ouvriers des raffineries Shell et de Renault-Cléon.

Le mot d'ordre central de la manifestation était "Arrêtons les fascistes", perspective d'action ouvrière qui doit exclure toute confiance dans l'Etat des patrons pour écraser les bandes fascistes. Le service d'ordre était prêt à traduire cette perspective en actes ; à trois reprises, il dut poursuivre une poignée de fascistes rôdant autour de la manifestation et disperser cette racaille poltronne. Comme l'a dit le porte-parole de la LTF au rassemblement qui termina la manifestation :

"Je suis ouvrier à Cléon et aussi membre de la LTF. Avec mon organisation, je travaille depuis plusieurs semaines à mobiliser les ouvriers de Cléon. Nous

sommes venus à 20 aujourd'hui. Parce que je crois que si les ouvriers de Cléon, de la chimie, les dockers du port se mobilisent, les nazillons n'auront qu'à se terrer dans leur trou comme des rats."

L'escalade des provocations fascistes

Dans les dernières semaines, les nervis fascistes ont relevé la tête. A Paris, fin octobre, ils ont mis à sac un local du PS ; le 26 novembre, ils ont détruit la librairie de l'EDI, maison d'édition de gauche (qui publie les Oeuvres de Trotsky) ; quelques jours plus tard, ils attaquaient des vendeurs de *L'Humanité Dimanche* sur plusieurs marchés parisiens.

Depuis près de 2 ans, les royalistes d'Action française harcèlent et menacent les militants d'extrême gauche à Rouen. Loin d'être une secte nostalgique de la monarchie, Action française à Rouen marche main dans la main avec les fascistes et leur sert d'éclaireurs. En mars 1981 un commando de fascistes et de royalistes avait menacé nos camarades aux cris de "Tuons, tuons les communistes".

C'est à la gare de Rouen qu'ont eu lieu la plupart des confrontations entre l'extrême gauche et cette racaille fasciste. A plusieurs reprises, les organisations d'extrême gauche ont dû se regrouper pour protéger leur droit de vendre leur presse devant la gare. Le 13 novembre, la LTF fut à l'initiative d'une mobilisation unitaire des organisations d'extrême gauche renforcée par des voyageurs sortant de la gare, qui réussit à chasser les royalistes.

La semaine suivante, les fascistes et les royalistes revinrent en force pour prendre leur revanche. Ils furent une fois de plus repoussés par une mobilisation des militants mais purent se regrouper et contre-attaquer lorsque la LCR, composante importante de la mobilisation, se retira précipitamment de la gare.

Il était alors clair qu'une riposte basée sur le mouvement ouvrier était nécessaire. La question concernait toute la ville et ne se limitait plus simplement à la défense des ventes de journaux à la gare. Non seulement les fascistes du Front national avaient

commencé une campagne de presse autour d'une affaire de viol dans le but de susciter une hystérie raciste contre les ouvriers immigrés et avaient aussi essayé de profiter de l'atmosphère de guerre froide avec un tract sur le "danger soviétique", mais ils avaient déjà étendu leurs raids terroristes dans les universités où ils avaient attaqué un membre de la LCR qui avait dû être hospitalisé. Les fascistes sont solidement implantés à Rouen et l'affaire Danet (dirigeant fasciste local et ex-mercenaire arrêté pour trafic d'armes) montre qu'ils entendent être pris au sérieux.

Ce qui est particulièrement inquiétant c'est que leur base commence à ne plus être simplement composée de petits-bourgeois et bourgeois de la jeunesse dorée mais qu'elle s'étend. Comme le disait le porte-parole de la LTF au rassemblement :

"D'autres militants vont vous dire qu'il faut laisser s'exprimer les fascistes parce que ce ne sont que des jeunes cons. L'autre jour à Cléon j'ai vu des graffitis qui disaient 'France réveille-toi'. Pas importants les fascistes ? Demain, si on ne les arrête pas, on verra ces 'jeunes cons', renforcés et plus nombreux, attaquer nos piquets de grève avec des matraques ou pire. C'est maintenant qu'il faut les arrêter, avec la force du mouvement ouvrier organisé."

Le fait que la LTF avec ses forces et son implantation modestes ait pu mobiliser 400 militants ouvriers et militants de gauche montre la puissance de notre stratégie : la mobilisation ouvrière contre les fascistes. Nos mots d'ordre ont eu un impact non seulement parmi les syndicalistes mais aussi auprès des étudiants de l'Ecole normale et des organisations d'immigrés et démocratiques.

Le tract d'appel unitaire rappelait que les fascistes sont un danger pour le mouvement ouvrier, les minorités raciales et les droits démocratiques en général : "Aujourd'hui, encore faibles bien que déterminés, ces fascistes doivent être stoppés avant qu'ils ne se développent et prennent de l'assurance. Derrière les tracts, il y a les matraques et les revolvers ; le vol d'armes de la caserne de Foix et l'affaire Danet

Suite page 2